

Mercredi (après-midi) 23 novembre 2016

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**41 2016.RRGR.614 Motion 120-2016 Les Verts (Seiler, Trubschachen)
Eau du robinet: de meilleure qualité et plus écologique**

N° de l'intervention: 120-2016
Type d'intervention: Motion
Motion ayant valeur de directive: ☒
Déposée le: 07.06.2016
Déposée par: Les Verts (Seiler, Trubschachen) (porte-parole)
Les Verts (Sancar, Berne)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 1133/2016 du 19 octobre 2016
Direction: TTE

Eau du robinet: de meilleure qualité et plus écologique

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'élaborer un acte législatif selon lequel l'eau minérale sera remplacée par l'eau du robinet dans tous les locaux de l'administration cantonale et du parlement ;
2. d'élaborer un acte législatif selon lequel lors de rénovations et de réfections, on n'installera plus l'eau chaude dans les toilettes des bâtiments cantonaux ou de ceux financés par le canton ; le canton pourra prévoir des exceptions (p. ex. dans les hôpitaux, les ateliers, etc.) ;
3. de faire le nécessaire pour que le canton de Berne adhère à l'organisation « Communauté bleue ».

Développement :

L'eau du robinet est d'excellente qualité dans tout le canton et se prête bien à la consommation. Globalement, il faut beaucoup plus d'énergie pour traiter et mettre à disposition l'eau minérale que l'eau du robinet. L'eau du robinet est disponible gratuitement dans tous les bâtiments et occasionne par ailleurs moins de frais de transport et de frais énergétiques. L'eau du robinet est donc aussi plus écologique. Car si l'eau du robinet est d'excellente qualité, on se demande bien pourquoi mettre à disposition de l'eau en bouteille chère et non écologique.

L'eau, c'est l'or bleu, en bien des endroits une ressource rare, dont la répartition est souvent injuste. En réalité l'eau est un bien public ; pourtant on la commercialise. Dans les pays du Sud surtout, de nombreuses personnes n'ont pas accès à de l'eau potable. « Communauté bleue » a été fondée pour défendre l'eau en tant que bien public. Les communautés bleues appellent les personnes de leur entourage à boire plus d'eau du robinet. Au sein de leurs propres structures et dans leurs processus d'exploitation, elles appliquent une gestion responsable de l'eau potable. Elles utilisent autant que faire se peut l'eau potable distribuée par le réseau public d'approvisionnement. Car qui boit une eau locale ni mise en bouteille ni transportée préserve l'environnement.

L'eau chaude est un bien précieux dont la production demande beaucoup d'énergie. L'eau froide suffit généralement à couvrir les conditions d'hygiène requises. Installer l'eau chaude et l'eau froide coûte beaucoup plus cher qu'installer seulement l'eau froide.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le Conseil-exécutif partage en principe l'avis des auteurs de la motion selon lequel l'eau du robinet est de très bonne qualité dans le canton de Berne et se prête bien à être utilisée comme eau potable. Il soutient une gestion durable de l'eau et une consommation responsable de l'eau potable. Prendre des mesures appropriées pour inciter les citoyens et citoyennes à boire à nouveau davantage de l'eau du robinet que de l'eau minérale mise en bouteille en fait aussi partie.

Cependant, le Conseil-exécutif rejette les mesures demandées par les motionnaires. En effet, à son avis, outre l'aspect de la consommation énergétique et des coûts, il faut tenir compte de la promotion de la santé, des dispositions de la Confédération sur l'hygiène et les denrées alimentaires ainsi que de la proportionnalité des mesures.

1. La consommation d'eau est importante pour la santé du personnel. Tous les collaborateurs et collaboratrices doivent donc avoir aisément accès à de l'eau potable. Ce dernier ne doit donc pas être limité ni réglementé. Par ailleurs, nombre de personnes dans l'administration cantonale ne travaillent pas du tout ou pas toujours à un poste dans un bureau et n'ont donc pas forcément un robinet à proximité. Le Conseil-exécutif estime qu'une interdiction de l'eau minérale dans tous les bâtiments de l'administration cantonale et du parlement est disproportionnée. Pour des raisons d'ordre strictement pratique, édicter un acte législatif dans ce sens ne serait guère réalisable ni applicable. Les modalités d'accès à l'eau potable sont du ressort des unités administratives.
2. Le Conseil-exécutif rejette la demande de renoncer à installer de l'eau chaude pour le lavage des mains dans les toilettes des bâtiments cantonaux ou de ceux financés par le canton lors de rénovations et de réfections, car elle est trop générale. Les raccordements à l'eau chaude ne doivent toutefois pas être effectués *ad libitum*. Les bâtiments cantonaux ou financés par le canton, dans lesquels des denrées alimentaires sont remises (par ex. restaurant du personnel, boulangeries, boucheries, cantines, distributeurs), doivent impérativement disposer de lavabos avec arrivée d'eau chaude.
3. Le siège de l'organisation faïtière « Communauté bleue » est au Canada. Cette dernière se bat contre la privatisation croissante de l'alimentation en eau. Les Eglises réformées Berne – Jura – Soleure sont responsables de la « Communauté bleue » en Suisse. Cet organisme n'est donc pas spécialisé dans la question. Le nombre de membres en Suisse est également clair : la ville de Berne, l'Université de Berne, la Kirchgemeinde Johannes (paroisse Saint-Jean) et le syndicat Syndicom.

Les principes suivis par une « Communauté bleue » sont les suivants :

- Reconnaître que l'accès à l'eau est un droit de l'homme.
- Boire de l'eau du robinet plutôt que de l'eau en bouteille.
- Maintenir les services liés à l'eau entre les mains des pouvoirs publics.
- Entretenir des relations avec des partenaires internationaux.

Reconnaître le droit à l'eau comme un droit de l'homme et exercer un contrôle public sur l'alimentation en eau est une évidence dans le canton de Berne. Le recours à l'eau du robinet, plutôt qu'à l'eau en bouteille comme indiqué précédemment est préconisé, mais doit rester facultatif dans l'administration cantonale. Le canton ne dispose pas du mandat légal, ni des ressources qui lui permettraient de s'engager en faveur du droit à l'eau à l'échelle mondiale et dans des partenariats internationaux.

Le Conseil-exécutif reconnaît en principe les efforts des « Communautés bleues ». Il est cependant d'avis que les quatre principes ne rejoignent pas les priorités actuelles du canton de Berne. Il renonce donc à en faire partie.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 41, einer Motion der Grünen, vertreten durch Herrn Grossrat Seiler. Es handelt sich um eine Richtlinienmotion, und wir führen eine reduzierte Debatte.

Der Regierungsrat lehnt die Motion ab, der Motionär hat zwei Minuten. Bitte, Herr Grossrat Seiler.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Wir haben weltweit wohl bestes Trinkwasser. Es ist überall erhältlich, ohne Kühl- und Transportkosten und kommt direkt «ab der Röhre». Nachhaltiger geht es wohl nicht mehr. Trotzdem wird überall in den kantonalen Verwaltungen mit viel mehr Energieaufwand gekühltes und transportiertes Mineralwasser staatlich finanziert angeboten. (*Le président agite sa cloche.*) Den Fürsorgeempfängern schreiben wir je länger je mehr vor, was wir finanzieren und was nicht. Hier finanzieren wir jedem sein Valser, Henniez oder Adelbodner, scheinbar der Gesundheit zuliebe. Stoppen wir heute diesen Unsinn und ersetzen wir den erdölgetriebenen Transport mit Wasserkraft aus dem Hahnen!

Zweitens: In vielen staatlichen Gebäuden haben wir auch heute noch kein Warmwasser in den Toiletten. Kaltes Wasser reicht in der Regel aus, um die notwendigen hygienischen Anforderungen zu erfüllen. Aber Schulhäuser und Verwaltungen werden saniert und neu gebaut, zum Beispiel das Gebäude an der Reiterstrasse. Ich bin mir sicher, dass dort – ohne ein Ja zu dieser Motion – überall Warmwasser installiert wird. Drittens: Die Blue Community setzt sich weltweit für Wasserrecht ein, auch in den wasserarmen Regionen. Ein Beitritt wäre eine solidarische Tat. Ich danke Ihnen für die Annahme.

Le président. Das Wort ist frei für die Fraktionen. – Will niemand den Anfang machen? – Herr Grossrat Augstburger beginnt für die SVP-Fraktion.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Auch wenn ich der erste Sprecher bin, kann ich es doch eher kurz machen. Die Idee ist, dass in den Sitzungszimmern der Verwaltungsgebäude vermehrt Hahnenwasser angeboten wird statt aufbereitetes Wasser, das zum Teil in Plastikflaschen von weit her herangeführt werden muss. Im Grundsatz ist das gut. Ob es allerdings Sache des Parlaments ist und einen Erlass braucht, ist doch eher fraglich. Ich kann es vorwegnehmen: Die SVP folgt dem Vorschlag der Regierung und lehnt diesen Vorstoss in allen Punkten ab. Bei Punkt 1 haben wir noch über ein Postulat diskutiert. Wir sind aber auch hier mit ganz grossem Mehr der Auffassung, dass es nicht Sache des Parlaments ist, in diesem Bereich aktiv zu werden. In Punkt 2 geht es um bauliche Massnahmen. Eine Umnutzung wäre kostenintensiv, und wir sind ganz klar der Auffassung, dass das nicht so sein soll. Deshalb haben wir kein Verständnis dafür. Punkt 3, der den Beitritt zur internationale Organisation «Blue Communities» beantragt, lehnen wir ganz klar ab. Wenn schon, dann müsste der Bund dort beitreten. Somit lehnen wir den Vorstoss in allen Punkten ab, wie die Regierung vorschlägt.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Vielleicht schwimmen wir im Kanton Bern, im Wasserschloss Europas, gegen den Strom. Es ist aber wichtig, manchmal gegen den Strom zu schwimmen, um nicht bachab zu gehen. Wir haben genug Wasser in der Schweiz; zum Glück. Leider wird es aber mehr Wasser geben, denn die Gletscher schmelzen weiter. Irgendwann einmal wird aber auch in der Schweiz das blaue Gold knapp; nicht jetzt, nicht bei der nächsten Generation, aber sicher auch nicht mehr viel später, wenn wir nicht Sorge tragen.

Mit unserem Vorstoss verlangen wir, dass in den kantonalen Gebäuden Hahnenwasser zur Verfügung gestellt wird und nicht in Kunststoff oder Glasflaschen abgefülltes, teures, sogenanntes Mineralwasser zugeliefert und abgeführt wird, was eine Menge Abgase verursacht. Unser Ansinnen ist vielleicht nur ein Tropfen auf den heissen Stein zum Schutz der Umwelt, aber immerhin. Wir sind in der glücklichen Lage, dass unser Trinkwasser qualitativ viel besser ist, als das meiste in Flaschen abgefüllte Wasser. Daher ist es unverständlich, dass der Regierungsrat dieses Anliegen nicht unterstützt. Es geht weder um die Limitierung noch um die Reglementierung des Trinkwassers für die Mitarbeitenden. Es ist auch kein Verbot-Vorstoss. Wir verlangen bloss, dass Hahnenwasser statt Flaschenwasser zur Verfügung steht.

Wenn der Regierungsrat unter Punkt 2 erwähnt, dass bei Warmwasseranschlüssen nur gezielt und zurückhaltend vorgegangen werden sollte, ist für uns dieser Punkt eigentlich erfüllt. Schade, dass der Regierungsrat nicht den Blue Communities beitreten möchte, obwohl er die grosse Bedeutung dieser Organisation anerkennt. Die Blue Communities setzen sich für das Wasser als öffentliches Gut ein und sind dezidiert gegen die Privatisierung und Kommerzialisierung dieses Schatzes. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Wir bitten Sie um Ihre Unterstützung.

Ueli Frutiger, Oberhofen (PBD). Ich betrachte diese Sache auch aus Sicht eines Brunnenmeisters,

weil ich eben diese Aufgabe in unserer Gemeinde innehabe. Trinkwasser ist tatsächlich ein wichtiges Gut, zudem ist es in der Schweiz auch sehr sauber und man kann es unbedenklich überall vom Wasserhahn trinken. Doch wir wehren uns dagegen, dass ein Zwang bestehen soll, in den Verwaltungsgebäuden nur noch Hahnenwasser trinken zu dürfen und kein Mineralwasser. Einige haben vielleicht das Mineralwasser gerne, weil es Bläschen enthält. Für uns ist eher wichtig, dass das von der Verwaltung angebotene Wasser aus der Region kommt und nicht etwa aus Italien. Auch bei der Forderung betreffend die Warmwasseranschlüsse in den Toiletten bei den Waschtischen folgen wir der Regierung. Für uns ist es zu pauschal, einfach zu sagen, das sei nicht notwendig. Es gibt vielleicht Gründe, das irgendwo zu machen, vielleicht auch nur in einzelnen Fällen. Aber das braucht aus unserer Sicht keine Regelung. Auch der Beitritt zu den Blue Communities bringt aus unserer Sicht nichts. Wir müssen politisch hinschauen, dass das Wasser ein öffentliches Gut bleibt und nicht einer solchen Organisation beitreten.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Hahnenwasser ist von bester Qualität und als Trinkwasser ökologischer. Die Motionäre zeigen auf, dass das Hahnenwasser sehr gut als Trinkwasser genutzt werden darf. Wir haben im Kanton Bern sehr viele Wasserquellen, aus denen sauberes und klares Wasser mittels Leitungen zu den Häusern geführt wird. Es eignet sich bestens zum Trinken. Ich mache seit über 20 Jahren Wasserquellfassungen und weiss, dass es gut ist. Doch hier wird der Regierungsrat beauftragt, einen Erlass auszuarbeiten, damit in allen kantonalen Verwaltungs- und Parlamentsräumen ausschliesslich Hahnenwasser statt Mineralwasser zur Verfügung gestellt wird. Schon hier im Rathaus gibt es Sitzungszimmer, die keinen Wasseranschluss aufweisen. Dann müssten ja die Dienste jeweils einen Krug hinstellen und ihn auch wieder zurücknehmen. Zudem trinken viele Menschen lieber Wasser mit Gas. Wir sind nicht bereit, Mineralwasser mittels Erlass zu verbieten und lehnen deshalb Punkt 1 ab.

Mit Punkt 2 ist ein Erlass auszuarbeiten, damit in allen kantonalen und durch den Kanton finanzierten Gebäuden, bei Renovationen und Neuinstallationen, in den Toiletten kein Warmwasser für das Händewaschen mehr installiert werden soll. Beim Wohnungsbau wird jeweils auch warmes Wasser installiert, deshalb wollen wir das auch bei Neubauten und Renovationen von kantonalen Gebäuden nicht anders machen. Bei einer Umnutzung nachträglich eine Warmwasserleitung einzuziehen, würde grosse Mehrkosten verursachen, und das wollen wir nicht. Auch hier wollen wir keinen Erlass. Punkt 3 lehnen wir ebenfalls ab. Die EDU-Fraktion lehnt somit die ganze Motion ab.

Ursula E. Brunner, Hinterkappelen (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion steht diesem Anliegen mehrheitlich positiv gegenüber. Diese Hahnenwassermotion ist aus unserer Sicht durchaus gerechtfertigt, zumindest die Punkte 1 und 3. Bereits heute muss das Wasser in den Sitzungszimmern hier im Rathaus täglich ausgewechselt werden. Dazu gibt es von der Lebensmittelverordnung her klare Bestimmungen. Mit ein wenig gutem Willen könnte man das problemlos auch mit Hahnenwasser lösen. Deshalb begrüssen wir es, dass Hahnenwasser als Grundangebot in den öffentlichen Gebäuden des Kantons vorhanden ist. Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg. Das muss nicht von heute auf morgen umgesetzt werden.

Punkt 2 lehnen wir ab, weil das ja weitgehend schon so gehandhabt wird, wie der Regierungsantwort zu entnehmen ist. Sie wissen ja, dass im ganzen BVE-Gebäude kein warmes Wasser in den WC-Anlagen vorhanden ist. Das Anliegen wurde also früher auch schon umgesetzt und wird es wohl auch heute noch.

Der Beitritt in die Blue Communities ist ein Bekenntnis zu einer weltweiten Entwicklung, die wir befürworten. Ich habe soeben erfahren, dass neben der Stadt Bern, der Universität Bern, Kirchgemeinden und anderen Städten in der Schweiz auch gerade Paris dieser Community beigetreten ist. Wir finden, damit setzen wir ein Zeichen, dass Wasser eben für alle Menschen in gleicher Art zugänglich sein muss. Deshalb bitte ich Sie, Punkt 1 anzunehmen. Bei Punkt 2 können Sie machen was Sie wollen, wir lehnen ihn ab. Ausserdem bitte ich Sie, Punkt 3 zuzustimmen.

Le président. Dann ist das fast wie ein Antrag, punktweise abzustimmen, Frau Grossrätin Brunner? – Ja, das ist der Fall. Dann nehmen wir das so zur Kenntnis. Als nächstes spricht Herr Grossrat Aeschlimann für die EVP-Fraktion.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich stelle einfach fest, dass nicht alle Vorstösse die gleiche Bedeutung oder Wirkung bezüglich ökologischer Auswirkungen, Möglichkeiten und Potenziale haben. Heute morgen sprachen wir über neue Instrumente im Mobility Pricing und kamen zum

Schluss, dass wir das getrost auf spätere Generationen verschieben können. Nun sprechen wir über Hahnenwasser, und diese Diskussion hat natürlich auch eine ökologische Komponente. Trotzdem haben wir ein bisschen das Gefühl, dieses Geschäft habe eher symbolischen Charakter. Wenn man es in den Zusammenhang mit den Vorstössen von heute morgen bringt, geht es eher um einen Nebenschauplatz.

Trotzdem haben wir uns ziemlich lange über diesen Vorstoss unterhalten und wurden uns auch nicht in jedem Punkt ganz einig. Deshalb begrüssen auch wir eine punktweise Behandlung. Beim ersten Punkt finden wir die Idee gut, doch wir waren einfach nicht sicher. Die Mehrheit lehnt es jedoch ab, das auf einem Erlassweg zu behandeln. Ich bringe ein Beispiel aus der Stadt Burgdorf. Dort haben wir im Rahmen der Plattform Energiestadt zusammen mit unserem örtlichen Energiedienstleister und Wasseranbieter ein neues Produkt entwickelt. Es heisst «regieau» und ist ein Zusammenzug von Region und Eau, der französischen Version von Wasser. Wir haben eigene Flaschen kreiert, die wir den Schulklassen abgeben. Sie erhalten eine PET-Flasche, die sie selber mit Wasser füllen können. In den Schulhäusern haben wir auch Brunnen installiert, wo man Hahnenwasser gratis beziehen kann. Das propagieren wir wie eine Kampagne. Wir haben den Eindruck, dieses Beispiel zeigt, was besser auf freiwilliger Basis und mit einem Förderansatz behandelt werden kann, als mit einem Gesetz.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Selbstverständlich nimmt auch die FDP-Fraktion zur Kenntnis, dass wir im ganzen Kanton sehr gutes Wasser haben. Das ist unbestritten. Trotzdem setzen wir auf Freiwilligkeit. Beispielsweise haben wir in einer Kommissionssitzung die Möglichkeit, zu sagen, wir wollen Hahnenwasser. Dann werden wir das sicher auch erhalten. Mit einem Verbot sind wir nicht einverstanden und lehnen daher auch Punkt 1 ab. Zu Punkt 2: Da würde es wahrscheinlich einen unendlich langen Ausnahmekatalog geben. Es gibt durchaus Bereiche, wo warmes Wasser auch aus hygienischen Gründen verwendet werden muss, nicht nur in Spitälern, Werkstätten usw. Wir haben auch gehört, dass es Bereiche im Kanton gibt, wo die Forderung bereits umgesetzt wird. Deshalb lehnen wir auch Punkt 2 ab. Zu Punkt 3: Die Regierung führt aus, dass wir im Kanton Bern die Grundsätze der Blue Communities bereits leben. Deshalb sehen wir nicht ein, weshalb wir dieser Vereinigung noch beitreten sollen. Wir lehnen somit alle drei Punkte als Motion wie auch als Postulat ab.

Le président. Alle Fraktionen haben gesprochen. Der Motionär hat sich gemeldet. Er wandelt in ein Postulat, deshalb erhält er noch einmal das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). «Jä Michu, du hesch scho Rächt, aber gäll, me cha nid gäng.» – Endo Anaconda von «Stiller Haas» hat Recht, wenn er sagt, Politiker seien Sachzwangsverwalter. Ich komme Ihnen entgegen und wandle alle drei Punkte in ein Postulat.

Le président. Frau Regierungsrätin, Sie haben das Wort.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Nun tue ich dasselbe wie vorher Herr Grossrat Leuenberger. Der Vorstoss lautet gegenwärtig wie folgt: «Der Regierungsrat wird beauftragt zu prüfen, ob ein Erlass auszuarbeiten sei, wonach ...» und im zweiten Punkt, «... sei zu prüfen, ob ein Erlass ...» und im dritten «... sei zu prüfen, ob wir der «Blue Community» beitreten sollen». Ich überlasse es Ihnen, zu entscheiden, ob es schlau ist, das nun auch noch zu prüfen.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung, und stimmen punktweise über diese Motion ab. Wir haben drei Ziffern, alle in Form eines Postulats. Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 48

Non 94

Abstentions 3

Le président. Sie haben Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 21

Non 116

Abstentions 5

Le président. Sie haben Ziffer 2 abgelehnt. Wer Ziffer 3 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 52

Non 88

Abstentions 3

Le président. Sie haben auch Ziffer 3 als Postulat abgelehnt.